



A propos de la conférence économique

Quelles perspectives et avec quels partenaires ?

L'objectif de la présente contribution n'est pas de revenir sur l'analyse des 22 projets (dont 18 publics qui nécessitent une enveloppe de 5,7 milliards de dinars et 4 sous forme de partenariat public/privé) présentés lors de cette conférence. De nombreux articles ont en fait l'écho, même s'ils se sont bien gardés de n'avancer aucun chiffre en termes de création d'emplois¹ du moins pas à notre connaissance et ceci malgré nos recherches et nos entretiens.

On l'a compris ! Au-delà du financement des projets, en présentant lors de cette conférence une « vision stratégique » comprenant un programme de « réformes économiques structurelles », les autorités tunisiennes cherchent à rétablir la confiance des investisseurs et bailleurs de fonds en la Tunisie. Nidhal Ouerfelli, porte-parole du gouvernement, avait déclaré à la presse : « Nous allons définir (...) une vision claire en matière économique pour créer un cadre attractif pour les investisseurs ». « La conférence, a-t-il renchéri, est l'occasion de partager cette vision avec nos partenaires et de leur expliquer la volonté de la Tunisie de passer d'un Etat planificateur à un Etat stratège, régulateur ». En un peu plus clair, il s'agit de « réformes économiques structurelles » qui vont dans le sens des exigences de l'économie de marché : Privatisation, déréglementation et désengagement de l'Etat.

« La conférence fut le fruit de la force des liens bilatéraux entre la France et la Tunisie », note l'incontournable Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères et du Développement international. M. François Gouyette, ambassadeur de France en Tunisie, avait déjà reconnu en juin dernier, lors d'une conférence de presse, que c'est l'Hexagone qui est à l'origine de cette initiative : « (...) les préparatifs de la tenue de la conférence de soutien à l'économie tunisienne en général et à l'investissement en particulier, initiée à Paris, vont bon train », a-t-il précisé². Avant de rajouter : « La Tunisie doit préparer les documents nécessaires, sur lesquels travailleront les participants lors de ce conclave ». La riposte de Mounir Zalila à ces propos ne s'est pas fait attendre ; une semaine

après, dans sa chronique in *Le Manager*³, notre compatriote s'est interrogé sur la sincérité, la subtilité et l'opportunité de l'usage du terme « conclave » dans pareilles circonstances : Il écrivit, dans un style dont il est le seul à connaître le secret : « Conclave qu'il a dit, ... un autre terme ? A quand la fumée blanche ? ».

Des interrogations légitimes

Pourquoi une conférence à un mois des élections législatives et deux mois de l'élection présidentielle ? La France, qui est à l'initiative, combien investit-elle ? Combien apporte-t-elle ? D'ailleurs, a-t-elle les moyens financiers de ses ambitions régionales ? Ou plutôt est-elle venue chercher des bailleurs de fonds pour ses entreprises qui sont nos premiers fournisseurs ?

Pis, comment se sont soldées les conférences récentes, initiées aussi par la France : « Les amis du Mali » ou encore « de la Lybie » et « de la Syrie » ? A quels résultats ces « conclaves » ont-ils abouti ? Pourquoi la Tunisie dérogerait-elle dans ce cas à la règle ? Pourquoi la France se montrerait-elle plus coopérative avec nous ?

En outre, comment explique-t-on la discrétion européenne, le silence assourdissant de l'Allemagne, notre deuxième partenaire européen en termes d'investissements étrangers, et la quasi-absence américaine lors de ce « conclave » ?

D'ailleurs, le lundi 8 septembre, c'est-à-dire le jour même de l'ouverture de la conférence, l'assistante du ministre des Affaires étrangères américain, Anne Paterson a annoncé que les Etats-Unis envisagent d'organiser une conférence des investisseurs américains. Comment peut-on interpréter une telle annonce ? S'agit-il d'un désaveu à l'initiative française ? Assurément, oui ! Pour enfoncer le clou, Anne Peterson a indiqué : « (...) les Etats-Unis œuvreront à rassembler le plus grand nombre d'investisseurs en vue de les encourager à investir dans des projets d'envergure en Tunisie, qui seront présentés à l'occasion de ladite conférence (...) ». Elle remue encore le couteau en précisant : « (...) qui seront éventuellement financés par les USA ». Manière de dire aux organisateurs : votre conférence sans financement est une « boutade » !

Que Dieu nous préserve de nos amis qui nous veulent du bien !

Le Premier ministre français a annoncé - l'air gêné car la boutade est grossière - que « La France apporterait un soutien financier à l'économie tunisienne à hauteur - tenez-vous bien - de 12 millions d'euros(...) »⁴.

Nicolas Beau écrivit⁵ : « La France n'a pas d'argent, mais elle a des idées, comme celle d'organiser un colloque (Les amis de la Tunisie) à Tunis ». Il rajouta aussitôt : « Hélas, les Français n'ont plus aucune marge de manœuvre budgétaire ». « En privé, les diplomates français comptent sur le Qatar, pour financer la vingtaine de projets proposés », finit-il par préciser.

Ô comme ils sont cocasses nos amis français ! Ils sont incorrigibles. Ceci me rappelle la chanson « Mes emmerdes » de Charles Aznavour, qui disait :

« Mes amis c'était tout en partage
Mes amours faisaient très bien l'amour
Mes emmerdes étaient ceux de notre âge
Où l'argent c'est dommage
Eperonnait nos jours ».

Pour le partage, nos amis français aiment effectivement beaucoup partager : ils sont tellement marqués par le collectivisme qu'ils partagent avec nous nos exploitations salines, et ceci depuis 1903. Beaucoup d'autres richesses font l'objet de prodigue. Pour l'amour, ça c'est sûr : les enfants de la France sont là ; ils sont même nombreux, très nombreux !

Pour nos emmerdes, ils sont effectivement nombreux aussi : inflation galopante, chômage de masse, productivité en léthargie, commerce extérieur presque en faillite, insécurité qui gagne du terrain et terroristes qui prennent le maquis ! En fait, ils sont ceux d'une révolution en gestation⁶ ! Espérons qu'ils (nos emmerdes) n'advieront pas comme au Mali, en Syrie ou encore en Libye. Chaque fois qu'il a ce type de conférence, les résultats qui s'en suivent sont désastreux.

- « La conférence les amis du Mali », qui s'est tenue à Bruxelles en Belgique le 15 mai 2013 sur la crise qui secouait le pays, s'est soldée par un échec cuisant : un an après, non seulement rien n'a été fait, mais les risques de découpage du pays en deux territoires autonomes entre le nord et le sud sont aujourd'hui réels.

- « La conférence internationale des amis de la Syrie », qui s'est tenue pour la première fois le 24 février 2012 à Gammarth, a débouché sur des issues encore plus dramatiques. Depuis cette date, pas moins de six rencontres ont eu lieu : le 1er avril de la même année à Istanbul, une autre le 6 juillet à Paris, le 28 septembre à New York, le 12 décembre à Marrakech, le 22 mai 2013 à Amman et un mois après à Doha, le 22 juin ! En plus de ces conférences destructrices, de très nombreuses réunions ont eu lieu à Paris pour proposer et appliquer des

sanctions contre le régime syrien.

- La conférence à l'initiative de Paris « Les amis de la Libye »⁷, a eu lieu le 1er septembre 2011 à Paris ; ses résultats sont aussi dévastateurs : une guerre civile à nos frontières qui menace non seulement l'unité du pays mais aussi la stabilité chez les voisins (Tunisie, Algérie, Egypte,...). La partition géographique de ce territoire en entités tribales et ethniques est sérieusement envisageable. Une partition qui fait d'ailleurs la joie des Occidentaux !

L'adage « Mon Dieu, gardez-moi de mes amis, quant à mes ennemis, je m'en charge ! » ne prend-t-il pas ici tout son sens ? « Alors que Dieu nous préserve de nos amis qui nous veulent du bien, écrit Mounir Zalila, et faisons l'effort de compter, d'abord, sur nous-mêmes » (op. citée)

« Il n'y pas de sous ... mais il y a des projets »

« Heureusement que le Qatar sera présent à la conférence du 8 septembre, et permettra de financer les projets proposés », précisait un haut fonctionnaire de Bercy qui a accompagné Emmanuel Valls et Laurent Fabius. La France est venue donc chercher des projets pour ses grands groupes et ses moyennes entreprises. Pourquoi pas ?

Cependant, ce « patriotisme économique », comme le nommait Arnaud Montebourg, l'ex-ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique, ne doit pas se faire au détriment des intérêts des peuples. La France doit cesser de s'immiscer dans les affaires internes des pays car son influence jusqu'à présent n'a apporté que malheur, dictature, dépendance et exploitation⁹, sans parler des humiliations quasi-quotidiennes des arabes et musulmans vivant sur son sol¹⁰ !

La France cherche donc à mieux asseoir son influence sur une zone qu'elle considère hautement stratégique et historiquement acquise. Elle souhaite consolider et renforcer sa position devant l'arrivée des Américains, les avancées, plus discrètes, des Allemands et la montée en puissance de la Chine dans notre région et plus généralement en Afrique¹¹. Souvenons-nous des objectifs de la guerre menée par la France au Mali et des conférences qui s'en sont suivies : la France cherchait et cherche encore à sécuriser la zone pour continuer à assurer son approvisionnement en uranium, indispensable pour son industrie nucléaire civile et militaire¹².

Frédéric Monlouis-Félicité, ancien officier de l'armée de terre, diplômé de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr et du prestigieux INSEAD (Institut européen d'administration des affaires), ancien auditeur de l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN) et l'actuel délégué général du très influent « Institut de l'Entreprise » écrit dans son Editorial¹³ à destination des dirigeants français : « L'entreprise est une question d'intérêt national. La vitalité économique est une composante du bien public et devrait devenir l'objectif

d'une politique de l'entreprise cohérente, globale et de long terme, et donc sujette à un consensus explicite entre les partis de gouvernement ». Il ajoute aussitôt avec fougue : « N'ayons pas peur des mots. Au même titre que la politique de défense ou la politique étrangère, la politique de l'entreprise représente un ensemble de décisions et d'actions destinées à définir et à défendre les leviers de la compétitivité, qu'il faudra bien faire entrer un jour dans le cercle restreint des sujets d'intérêt national ».

Quelles perspectives géopolitiques et géoéconomiques pour la Tunisie ?

Déjà, l'ambassadrice de Chine à Tunis Bian Yanhua vient de déclarer, lors de son entretien avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Fayçal Gouia, que « des sociétés et des établissements financiers chinois sont disposés à participer à la réalisation et au financement des grands projets d'infrastructure et à investir dans les secteurs stratégiques, pour l'impulsion du développement en Tunisie ».

Les Américains - nous l'avons déjà évoqué plus haut - comptent aussi investir en Tunisie pour exporter vers l'Europe et d'autres pays de la région le « made in Tunisia ». Les Allemands cherchent également à renforcer leur place sur notre territoire et à emboîter le pas aux Français qui les agacent de plus en plus par leur empressement dans le cadre de la construction européenne. Les Allemands sortent lentement mais sûrement d'une très longue inhibition ; ils rêvent d'une revanche politique par la grâce économique. Ils y arriveront. C'est un grand peuple .

Quant aux Français, ils souffrent réellement de leur système politique et de leurs maladrotes diplomatiques. Ils désenchantent leurs voisins européens et leurs partenaires économiques. Ils n'ont plus les moyens de leurs ambitions. Contrairement aux Allemands, ils rentrent lentement mais sûrement en période d'inhibition. La France, c'est un système politique d'ancien régime et d'anciens rêves : le pacte entre l'absolutisme politique et ses oligarchies industrielles et financières empêche le redressement de ce pays et cause inéluctablement son déclin. D'où la nécessité pour la diplomatie tunisienne de revoir ses orientations stratégiques et de continuer sur sa lancée récente avec les Russes et les Chinois ◀

¹ Voir particulièrement ceux de :

- Mohsen Tiss, <http://www.leconomistemaghreb.com/2014/09/08/Tunis-exclusif-liste-22-projets-conference-investir-en-Tunisie>

- Najoua Hizaoui, <http://www.lapresse.tn/11092014/87512/une-nouvelle-vision-strategique-a-partager.html>

Ou encore <http://www.lapresse.tn/11092014/87694/22-projets-structurants-pour-soutenir-la-competitivite.html>

-Yosr Guerfel Akkari, <http://www.lapresse.tn/11092014/87694/22-projets-structurants-pour-soutenir-la-competitivite.html>

² In *L'Economiste Maghrébin* N°634 du 25 juin au 9 juillet 2014, P.13

³ *Le Manager* N°199 / juillet 2014, P.14

⁴ A titre d'exemple pour montrer le ridicule d'une telle enveloppe d'investissement à destination d'un pays souverain comme la Tunisie: La rémunération annuelle de Viehbacher Christopher, PDG de Sanofi, premier groupe pharmaceutique en France, est de 8,6 millions d'euros. Agon Jean-Paul de l'Oréal gagne, lui aussi, 8,5 millions d'euros par an. Voir le lien suivant sur le niveau hallucinant des rémunérations des grands patrons en France: <http://www.capital.fr/carriere-management/special-salaires/2014/le-palmarès-2014-des-salaires-des-patrons-922673>

⁵ Journaliste d'investigation : Ancien du «Monde», de «Libération» et du «Canard Enchaîné». Il avait écrit entre autres en 1999 avec Jean-Pierre Duquoi: « Notre amis Ben Ali » ou encore « La régente de Carthage » en 2009 avec Catherine Graciet.

⁶ Faut-il rappeler la terreur qui a suivi la révolution française, à titre d'exemple : Entre 1792 et 1796, 13046 hommes, femmes, adolescents (le plus jeune guillotiné avait à peine 14 ans) et vieillards (les plus âgés sont deux femmes de 92 ans !) furent exécutés (In « Vendée : Du génocide au mémoricide », Reynald Secher, Les Editions du CERF, 2011, P.96).

⁷ François Gouyette, l'actuel ambassadeur de France en Tunisie était en cette date en poste à Tripoli, en Libye. Maîtrisant à merveille la langue d'El-Moutanabi, il était le trait d'union et l'homme de confiance entre Kadhafi et son ami de l'époque Nicolas Sarkozy.

⁸ Voir à ce propos l'article « Alsthom a payé 2,4 millions d'euros de pots-de-vin à des responsables tunisiens » dont le lien : <http://african-manager.com/171613.html>

⁹ Robert Redeker écrit in le Figaro du 19 septembre 2006 «Haine et violence habitent le livre dans lequel tout musulman est éduqué, le Coran (...) Quand le judaïsme et le christianisme sont des religions dont les rites conjurent la violence, la délégitiment, l'islam est une religion qui, dans son texte sacré même, autant que dans certains de ses rites banals, exalte violence et haine ». Pis encore, les comparaisons entre Jésus et Mohamed sont tout aussi insupportables : « Exaltation de la violence : chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juif et polygame, tel se révèle Mohamed à travers le Coran ».

¹⁰ Voir à ce propos notre contribution « Réponse à madame Laura Baeza, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne (UE). L'Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA): Projet par l'Union Européenne pour l'Union Européenne ! In *l'economiste Maghrébin* N°635 du 23 juillet au 6 août 2014 (PP.46-52)

¹¹ Voir à ce propos l'excellent ouvrage « la France en guerre au Mali : Enjeux et zones d'ombre » SURVIE, éd. Tribord, 2013.

¹² In *Sociétal* 2014: « La France: La fin du déni ? », éd. Groupe Eyrolles, 2014, (P.7)

¹³ Un peuple qui devrait changer de politique à propos de l'injustice dont il souffre le peuple de Palestine.